

TRIBUNAL ADMINISTRATIF DU TRAVAIL

(Division des services essentiels)

Région : Montréal
Dossier : 1369589-71-2405
Dossier accréditation : AC-3000-3104

Montréal, le 12 juillet 2024

DEVANT LA JUGE ADMINISTRATIVE : Dominique Benoît

Auberge Shalom pour femmes
Employeur

et

Syndicat des travailleuses AS-CSN
Association accréditée

DÉCISION

ATTENDU qu'en vertu du premier alinéa de l'article 111.0.17 du *Code du travail*¹ (le Code), s'il est d'avis qu'une grève peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité publique, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une partie intéressée, ordonner à un employeur et à une association accréditée d'un service public de maintenir des services essentiels en cas de grève;

ATTENDU qu'en vertu du deuxième alinéa de l'article 111.0.17 du Code, le Tribunal peut, de son propre chef ou à la demande d'une entreprise qui n'est pas visée à l'article 111.0.16 du Code ou d'une association accréditée de cette

¹ RLRQ, c. C-27.

entreprise, ordonner à ceux-ci de maintenir des services essentiels en cas de grève, si la nature des activités de cette entreprise la rend assimilable à un service public; l'entreprise est alors considérée comme un service public pour l'application du Code;

ATTENDU que la nature des activités de l'entreprise, soit l'exploitation d'un service d'hébergement pour personnes victimes de violence conjugale, la rend assimilable à un service public;

ATTENDU que l'association accréditée représente :

« Toutes les intervenantes au sens du Code du travail travaillant auprès des usagères de la maison d'hébergement à l'exclusion des salariés-es du centre de thérapie. »

De : **Auberge Shalom pour femmes**
C.P. 386, succ. Snowdon
Montréal (Québec) H3X 3T6

Établissement visé :

La maison d'hébergement;

ATTENDU qu'une grève des salariés représentés par l'association accréditée dans ce service public peut avoir pour effet de mettre en danger la santé ou la sécurité du public;

EN CONSÉQUENCE, le Tribunal administratif du travail :

DÉCLARE que l'entreprise doit être considérée comme un service public pour l'application du *Code du travail*;

ORDONNE à l'employeur et à l'association accréditée de maintenir des services essentiels et de se conformer aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23 du *Code du travail* en cas de grève;

SUSPEND

l'exercice du droit de grève jusqu'à ce que l'association accréditée se conforme aux exigences des articles 111.0.18 et 111.0.23.

Dominique Benoît

M^{es} Alessandra Pecoraro et Philippe Larochelle
MILLER THOMSON L.L.P.
Pour l'employeur

M^e Ioanna Egarhos
LAROCHE MARTIN (SERVICE JURIDIQUE DE LA CSN)
Pour l'association accréditée

db/mpl